



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S

N° DLP2020-28 - Séance du 06/07/2020

ACTES

9. Autres domaines de compétences

9.1 Autres domaines de compétences des communes

Nombre des membres		
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes
13	12	12

Vote	
Pour	12
Contre	0
Abstention	0

L'an 2020, le 6 juillet à 14h00, le conseil d'administration du CCAS de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Cabernet, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Président du CCAS, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par électronique aux membres du conseil d'administration le 02/07/2020. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés au CCAS le 02/07/2020.

Présents :

Jean-Luc MEISSONNIER, Marie-Thérèse AMALVY, Christiane GAUBERT, Marie-France TEXIER, Michel BAUDOUR, Josiane DEVESA, Hubert FABRITIUS, Bertrand LEENHARDT, Madeleine SABASTIA, Brigitte DEMURTAS, André TURQUAY, Bernard VIDAL

Absent excusé :

Alain SOULIER

Secrétaire de séance :

Emily NOCERA, Directrice du CCAS

N° DLP2020-28 – EHPAD : ADOPTION DE L'AVENANT N°1 A LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE ET LE CCAS DANS LE CADRE DE LA REALISATION ET DE LA GESTION DU BASSIN DE RETENTION ET DE SES RESEAUX

Marie-France TEXIER rapporte que dans le cadre de la reconstruction de l'EHPAD de Baillargues, la création d'un bassin de rétention est apparue nécessaire.

La commune souhaitant utiliser l'espace exploitable du bassin pour y aménager intérieurement un équipement de loisirs et/ou sportifs, une convention de partenariat a été signée le 20 février 2019 avec le centre communal d'action sociale de Baillargues pour la mise à disposition, la gestion et l'entretien du bassin de rétention et de ses réseaux.

Le projet d'aménagement intérieur ayant évolué (reprise de l'éclairage public, ajout de rampes bétonnées, etc.), le montant estimatif prévu à l'article 4 de la convention a été revalorisé.

Il est donc proposé de modifier l'article 4 de la convention comme suit :

«La ville de Baillargues prend à sa charge l'intégralité des frais de l'opération pour un montant revalorisé de 372 000 € HT soit 446 400 € TTC hors aléas de 10 % et frais associés (MOE, CSPS, ..)».

Ainsi, le conseil d'administration est invité à :

- accepter l'avenant à la convention entre la ville et le CCAS,
- autoriser Madame la Vice-Présidente à signer tous les documents y afférents.

Le conseil d'administration est appelé à en délibérer.

Après en avoir délibéré à l'unanimité,

Le conseil d'administration :

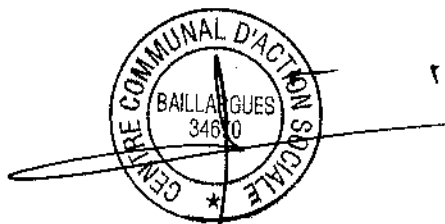
- **ACCEPTE** l'avenant à la convention entre la ville et le CCAS,
- **AUTORISE** Madame la Vice-Présidente à signer tous les documents y afférents.

Pour extrait conforme,

Le 06/07/2020

Le président,

Jean-Luc MEISSONNIER



La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.